

**Richard TOE**

**Consultant indépendant,**

**Faladiè SEMA, Rue 802 porte 368**

**Bamako Tel 76 45 54 61 / 78 96 67 16**

## **COMMUNICATION**

**THEME : « L'AFRIQUE REINVENTE SA GOUVERNANCE »  
TIRER LE MEILLEUR DE LA TRADITION ET DE LA MODERNITE**

Présentée par : **Richard TOE,**

Consultant Indépendant

Juillet 2012

## SOMMAIRE

### INTRODUCTION

#### I. L'origine de la crise de gouvernance

#### II. Les questions majeures posées sur la gouvernance en Afrique

#### III. Enjeux et propositions de changement.

### CONCLUSION

## Introduction

Depuis des décennies, l'approche occidentale du développement a été contestée tant à partir d'analyses macro-économiques (croissance zéro, dégradation des ressources naturelles, impossibilité d'universaliser le mode de vie occidentale...) que de pratiques (mouvements de solidarité, technologies douces, aide au développement...).

Il ne reste aujourd'hui qu'un « modèle », le libéralisme, largement adopté par la quasi-totalité des responsables économiques et politiques de la plupart des pays du monde. Les Etats d'Afrique ne sont pas en dehors de ce constat. Si les politiques poursuivies par les Etats ne répondent pas à l'ambition d'une amélioration des conditions de vie matérielle des populations, on voit alors émerger ou se renforcer des organisations mafieuses, la corruption de grande ampleur, la contestation de l'Etat et de ses institutions modernes... un développement en crise.

Aussi, en Afrique, on a toujours lié le problème de sous développement à la faim, la pauvreté, la guerre, l'explosion démographique, la dette, etc.

Il y a donc lieu de se poser la question de savoir : ***la crise de gouvernance n'est-elle pas à l'origine de la crise de développement en Afrique?*** Pour répondre à cette question, il conviendra pour nous de :

- définir l'origine de la crise de gouvernance ;
- analyser les questions majeures posées sur la gouvernance en Afrique ;
- appréhender les enjeux et les propositions significatives pour une bonne gouvernance en Afrique.

## I. Origine de la crise de gouvernance

Notre société selon l'observation des traditionalistes comporte trois (03) principales visions. Ces visions sont classées de « Vision 1 », « Vision 2 » et « Vision 3 » :

- La « **vision 1** » : selon la vision des traditionalistes, celle qui est antérieure à l'islam dans notre société.  
Avant l'arrivée de l'islam, la « **Vision 1** » était commune à tous les peuples noirs de notre sous-région. Dans la « Vision 1 », les communautés partageaient les mêmes conceptions de leur système social, et leur reproduction, l'organisation de l'établissement humain à travers leurs institutions et système de formation et de choix de leaders à travers l'école traditionnelle. L'origine du culte des morts, de la circoncision et de l'excision, de l'organisation des classes d'âge et d'autres pratiques religieuses remontent très loin parfois à l'Egypte antique. C'est pourquoi cette première vision traverse toute notre société et notre être en profondeur. Cette vision *tient sa légitimité de cette antériorité*. A la « Vision 1 » s'est ajoutée une deuxième « Vision » venue de l'extérieur que les traditionalistes ont qualifié de « Vision 2 »

- La conception de la « **Vision 2** » est celle de l'Orient, avec sa religion, sa conception du monde, son système de reproduction de la société. Tout comme la « Vision 1 », la « Vision 2 » a formé ses élites à partir de ses écoles. Cette « Vision » a influencé considérablement notre société dans ses institutions, sa culture. Cette influence a fortement marqué la bande sahélienne de notre pays avant de gagner progressivement le reste du pays. Sa légitimité découle de l'islam. Cette lecture montre que jusqu'à l'apparition de la culture européenne, notre société vivait sous deux influences : celle qui est dans la « Vision 1 » et celle qui, désormais se réclame de la « Vision 2 ».
- La colonisation de l'Afrique a amené la **3<sup>ème</sup> vision**. Le colonisateur a créé ses écoles, son armée, son administration, ses hommes politiques ainsi que ses valeurs de société. C'est par l'école que la « **Vision 3** » a préparé l'élite. Témoignages du lieutenant-colonel Humbert : « *L'avenir au Soudan français, au point de vue de sa mise en œuvre, dépendra en grande partie de la façon plus ou moins heureuse dont nous aurons façonné les populations qui le peuplent. Or, l'assimilation morale et matérielle à notre civilisation repose presque entièrement sur l'éducation et l'instruction que nous saurons inculquer aux jeunes générations indigènes* »<sup>1</sup>

Selon l'analyse des traditionalistes, les « visions » 2 et 3 ont toujours vécu dans une certaine logique d'exclusion, de substitution et de domination.

La première exclusion remonte à l'arrivée (pourtant pacifique) de l'islam dans le Ouagadou ou « empire du Ghana ». Une fois que la « vision 2 » a pris le dessus à Koumbi Saleh la capitale de l'empire. Les peuples du sud se sont organisés pour résister à l'influence de l'islam. La dynastie des Soumahoro a conduit cette première résistance dans notre pays. « L'empire du SOSSO »

La deuxième exclusion remonte à l'arrivée du colonisateur. Elle a tenté de substituer sa religion à l'islam, elle a dessaisi le 1<sup>er</sup> et de 2<sup>ème</sup> groupe de tout pouvoir de décision stratégique, elle lui a substitué son administration, son organisation politique. De nos jours encore la logique d'exclusion est perceptible entre ces trois « visions ».

Ce phénomène d'exclusion apparaît dès qu'il s'agit de conduire une réflexion stratégique pour la nation. Les tenants d'une « vision » se retrouvent entre eux en « ignorant » totalement les autres. Chaque vision pense :

1. La vision1 : sans l'ancrage dans la tradition pas de développement.
2. La vision2 : point de salut hors de l'islam.
3. La vision 3 : hors de l'Occident point de progrès.

Il nous faut construire une autre vision :

4. **La vision 4 : la vision endogène et de synthèse.**

---

<sup>1</sup> Denise Bouche, Ecole française au Soudan 1884-1900, page 230 « Instructions provisoires concernant les attributions des Commandants de Cercles », par le lieutenant-colonel Humbert, 1891, titre I, chapitre V, paragraphe 7 Dakar 15 G 87.

Ces trois courants de pensées et ces trois cercles de pouvoirs de décision coexistent dans notre société et l'influencent fortement.

## **II. Les questions majeures posées sur la gouvernance en Afrique**

Ces questions se posent à quatre (4) niveaux :

### **2.1- La crise des institutions**

Cette crise pose la problématique de l'adéquation entre les institutions modernes et les institutions traditionnelles. Il en ressort le constat lié à:

#### **La question de la légitimité :**

- les institutions modernes « nient » la diversité,
- les rapports des institutions modernes avec les populations sont des rapports de force ou de clientélisme,
- la non remise en cause du pouvoir colonial par les institutions; quand on prend l'exemple des constitutions de nos Etats, de plus en plus, on bannit la référence à « l'ethnie », les individus sont considérés comme de simples citoyens juxtaposés sans aucun lien avec leurs origines et avec les groupes qui les identifient. A ce niveau, persistent 4 grandes ruptures :
  - **la rupture politique** : les peuples ont perdu toute souveraineté : Les autorités et institutions traditionnelles ont été de tout temps les gestionnaires de l'espace ouest-africain. Le colonisateur a décapité les fédérations, les ensembles sous-régionaux et régionaux qui existaient en Afrique de l'Ouest. Toutes les entités politiques ont été décapitées pour ne laisser que le niveau village. Les masses africaines et certaines de ses élites ignorent que ces entités existaient sur le plan local, régional et interrégional. Le Français Ferdinand De Saussure disait ceci ; « il faut faire oublier aux africains les vestiges de leur passé, de leurs langues... ».
  - **la rupture économique** : la démonétisation de la monnaie locale, l'implantation de l'économie d'exportation ont mis à terre l'ensemble des échanges horizontaux ; En Afrique de l'ouest précoloniale, il existait des échanges nord-sud, sud-sud. Des bourses existaient pour certains produits tels la noix de cola, le sel et l'or. La noix de cola et l'or venaient du sud et le sel venait du nord. Une prospérité était bâtie sur ces produits. La monnaie africaine de l'époque, à savoir le cauri, a été démonétisée. L'élite africaine qui détenait le pouvoir économique et par-dessus le pouvoir politique, s'est vue du jour au lendemain ruinée, humiliée, jetée en pâture. Il a été substitué à la monnaie africaine la monnaie coloniale. Une nouvelle classe d'hommes riches sachant parler la langue du colon et formée à l'utiliser a émergé à partir des institutions nées de l'école. **Par l'école une nouvelle ethnie est née dans notre espace.**
  - **la rupture culturelle** : les peuples ont perdu toute souveraineté sur l'éducation de leurs enfants, il s'agit là de la rupture la plus durable ;

L'utilisation des langues étrangères comme de gouvernance ou encore langues officielles, n'est pas digérable par nos populations. Or, malheureusement, l'école coloniale va produire des cadres pour servir la France en priorité et ensuite l'administration coloniale.

- **la rupture administrative** : désormais l'administrateur sera nommé, ce sera le Commandant. Les ordres viendront d'en haut. L'armée porte toujours les symboles de la conquête coloniale jusque dans ses habitudes vestimentaires. **L'armée n'a pas changé de tenue**. Dans ces conditions, les populations se méfieront toujours des hommes en tenue, militaires ou Policiers.

### **La question de construction de démocraties représentatives fortement interrogées :**

- la légitimité des partis politiques est contestée
- le multipartisme a parfois attisé les rivalités (exemple de la Côte d'Ivoire)
- l'alternance et surtout les contre-pouvoirs sont en crise,
- la logique de la personnalisation du parti empêche les confrontations d'idées,
- le manque de confiance dans les représentants élus,
- la difficulté d'accès au service public. Ce service public est de faible ou de mauvaise qualité, il est souvent privatisé sinon monnayé. Les procédures sont lourdes et compliquées pour y accéder,
- certains documents officiels sont souvent délivrés de façon informelle, etc.

### **La crise de la régulation et de l'arbitrage :**

- les Etats sont faibles pour gérer l'espace public, les débordements des supporteurs lors des matchs de qualification et les répressions policières qui s'en suivent en sont une illustration,
- les institutions de régulation et de l'arbitrage comme la Cour Constitutionnelle ne fonctionne pas normalement, le choix des constructions institutionnelles n'est pas adéquat.

Au terme de ce constat, il en résulte l'inadéquation entre les institutions modernes et les institutions traditionnelles.

## **2.2- La gestion des ressources**

Le constat général est la mauvaise gestion des ressources :

- les ressources naturelles (sol, eau, couvert végétal) se dégradent d'année en année par suite de désertification et de déforestation,
- les ressources minières sont exportées à l'état brut ou sont souvent sources de conflits (Congo, Libéria etc.),
- les ressources humaines sont insuffisamment formées, mal utilisées et découragées, manquent de motivation et de projet commun. L'exode devient aujourd'hui une réponse à la crise des ressources humaines.

Quant aux ressources financières, elles sont fortement centralisées et dilapidées

## **2.3- L'héritage des frontières**

A ce niveau, se manifestent deux phénomènes marquants :

- la question de l'enclavement
- la question de la circulation

Dans l'Afrique précoloniale, les frontières délimitaient mais ne divisaient pas. Les frontières actuelles sont l'héritage de la colonisation. A ce sujet, Père Joseph Tanden DIARRA ne dit-il pas ceci dans son livre « Sociétés, Etat, Eglise, les mécanismes oubliés d'une marginalisation en pays Buwa » : « *Pour affaiblir des peuples, on a taillé dans leur chair des frontières fantômes. Malheureusement, après les indépendances, elles ont été reconduites et elles ont renforcé l'enclavement, constitué de freins à la circulation des personnes et des biens, empêché aux pays de mettre en commun leurs atouts, de mutualiser ces atouts et elles ont marginalisé les zones de frontière. Aujourd'hui, ces frontières ne servent à rien* ».

## **2.4- La coopération au développement**

La part de la coopération au développement est souvent très importante, parfois 50 à 60% du budget national. Elle crée la dépendance et dans ce contexte, les initiatives et les stratégies nous viennent de l'extérieur.

### **III. Enjeux et propositions de changement.**

La refondation de la gouvernance en Afrique repose sur quatre grands enjeux et défis :

#### **1<sup>er</sup> enjeu : Mettre en adéquation les institutions modernes et les institutions traditionnelles :**

Cet enjeu vise la gestion décentralisée de l'administration dans le but de :

- amener les institutions modernes à proximité des populations
- reconnaître notre diversité, nos langues et nos traditions
- responsabiliser les populations,
- valoriser et mobiliser les ressources locales

La décentralisation est le mode de gestion administratif plus en adéquation avec notre système administratif depuis l'époque précoloniale. Les réalités politiques, socioculturelles et linguistiques des Etats d'Afrique de l'Ouest venues de l'empire du Mali l'attestent.

Il faut repenser le concept de **gouvernement endogène**. Le gouvernement endogène n'a pas de poids. Dans ce type de gouvernement, l'Etat est un chapeau. Dès qu'on sent le poids de l'Etat, il y a un dysfonctionnement qui se produit. **L'Etat doit être comme le ciel**, visible en tout temps et en tout lieu. Personne ne peut ignorer sa présence mais il ne doit être un poids pour personne en termes d'individu et de groupes d'individus. **Quand le soleil brille, il ne saute pas un village parce qu'il est petit**. En ce sens, **l'Etat doit être équitable**. Il n'est ni pour les capitalistes, ni pour les socialistes, ni pour les pauvres, ni pour les riches. Dès lors qu'il prend partie pour un groupe, il perd sa légitimité.

Des structures d'appui comme SUCO (ONG Canadienne) et Sahel 21 ont compris qu'il faut refonder la société moderne à partir de la base (communautés villageoises et communales) en remontant vers le sommet (Etat).

***Une pensée bien de chez nous dit que la marmite boue par le bas.***

#### **2<sup>ème</sup> enjeu : Mettre en adéquation le potentiel de ressources et l'utilisation de ces ressources :**

C'est l'enjeu qui vise à réduire la tension entre l'augmentation de la population et la dégradation des ressources, prenons quelques exemples :

- partout, les statistiques nationales notent la pression des populations sur les ressources naturelles surtout dans le domaine de la consommation du bois pour l'énergie domestique. Les Etats doivent mettre en place des politiques d'exploitation rationnelle des forêts et du bois,
- l'accès à l'eau à l'eau potable pour plus de la moitié de la population africaine est un enjeu capital pour tous les Etats africains,

- la population africaine est constituée à plus de 50% par les jeunes qui ont besoin de formation et d'emplois, il faut donc mettre en adéquation la formation et l'emploi de ces jeunes.

### **3<sup>ème</sup> enjeu : Territorialiser les stratégies de développement**

L'enjeu consiste à relier le local, le régional, le national et l'international par la stratégie d'intégration régionale.

Pour promouvoir un développement harmonieux, les Etats africains créés après les indépendances sont trop petits pour contrer les problèmes que rencontrent les populations. Les entraves qui empêchent le décollage de ces micros Etats sont nombreuses, entre autres, on peut citer:

- les questions liées à la souveraineté entraînant les nationalismes et les guerres,
- la faiblesse de vision,
- les difficultés de définir les intérêts communs,
- la résistance des gouvernements nationaux

Pour parer à ces entraves, il faut :

- héberger et gérer des territoires régionaux en leur transférant des compétences,
- définir les intérêts communs et les gérer collectivement, c'est le cas de la mise en valeur des bassins des fleuves (Niger, Sénégal, Congo, Nil etc.)
- conférer certaines compétences (sécurité, douanes, programmes régionaux de développement etc.) à des organisations régionales (Union Africaine, CEDEAO, UEMOA, NEPAD etc.)

L'intégration ne date pas d'aujourd'hui. Elle tire ses origines des mouvements panafricanistes des Américains Noirs, des Antillais et des Panafricanistes africains comme Kwamé N'kuruma, Cheick Anta Diop, Joseph Ki-Zerbo, etc. Elle est entrain de s'enliser, il faut amorcer un nouveau départ.

### **4<sup>ème</sup> enjeu : Promouvoir les échanges économiques interafricains**

Le but est de développer une coopération régionale à travers les échanges et le développement des infrastructures.

La coopération au développement n'a pas donné les résultats escomptés depuis 40 ans. Elle n'est pas toujours fondée sur des critères de relations équitables, de bonne gestion, d'autonomie, de complémentarité et de concertation.

L'Afrique doit renégocier les termes de la coopération au développement et avoir un partenariat avec le reste du monde. Dans ce cadre, le NEPAD a donné l'espoir mais

de nos jours il est vilipendé. Cette initiative venue de dirigeants africains est un pas selon les experts même si elle a des limites.

## Conclusion

Au terme de cette analyse, il s'agit aujourd'hui de trouver un terrain de communication entre ces trois « visions » pour que la logique d'exclusion soit abandonnée au profit d'une logique d'acceptation réciproque et de partenariat. L'espace communale est une grande opportunité pour la réalisation de cette synergie, par la communication interne.

Cette logique de partenariat une fois reconnue, nous paraît être la formule la plus consensuelle pour donner à l'élite africaine, qu'elle soit de la « vision » 1, 2 ou 3, une 4<sup>ème</sup> vision qui est une vision endogène, une vision domestique de nos réalités. Et si chacun reconnaît la légitimité de l'autre, alors on parlera de la même Afrique.

En ce moment là, la synergie se produirait. Une telle rencontre est susceptible de réunir toutes les élites de nos pays. La vraie réconciliation verra alors le jour. Cette synergie, pour être pérenne devra se préparer de la maternelle à l'université. Le proverbe dit : « *il faut sortir l'épine par là où elle est rentrée.* » C'est par l'école et l'éducation que la nouvelle Afrique doit renaître. De nos jours, les autorités de nos pays ont-elles une conscience suffisamment aiguë de cette question ?

C'est en cela que, selon les traditionalistes que jetées un coup d'œil sur la tradition n'est ni une perte de temps, ni du passéisme mais bien au contraire c'est un signe de prise de conscience et un facteur de progrès.

La gestion décentralisée (politique de décentralisation), la gestion rationnelle des ressources, l'intégration régionale et africaine, la promotion des échanges interafricains sont les enjeux de la refondation de la gouvernance.